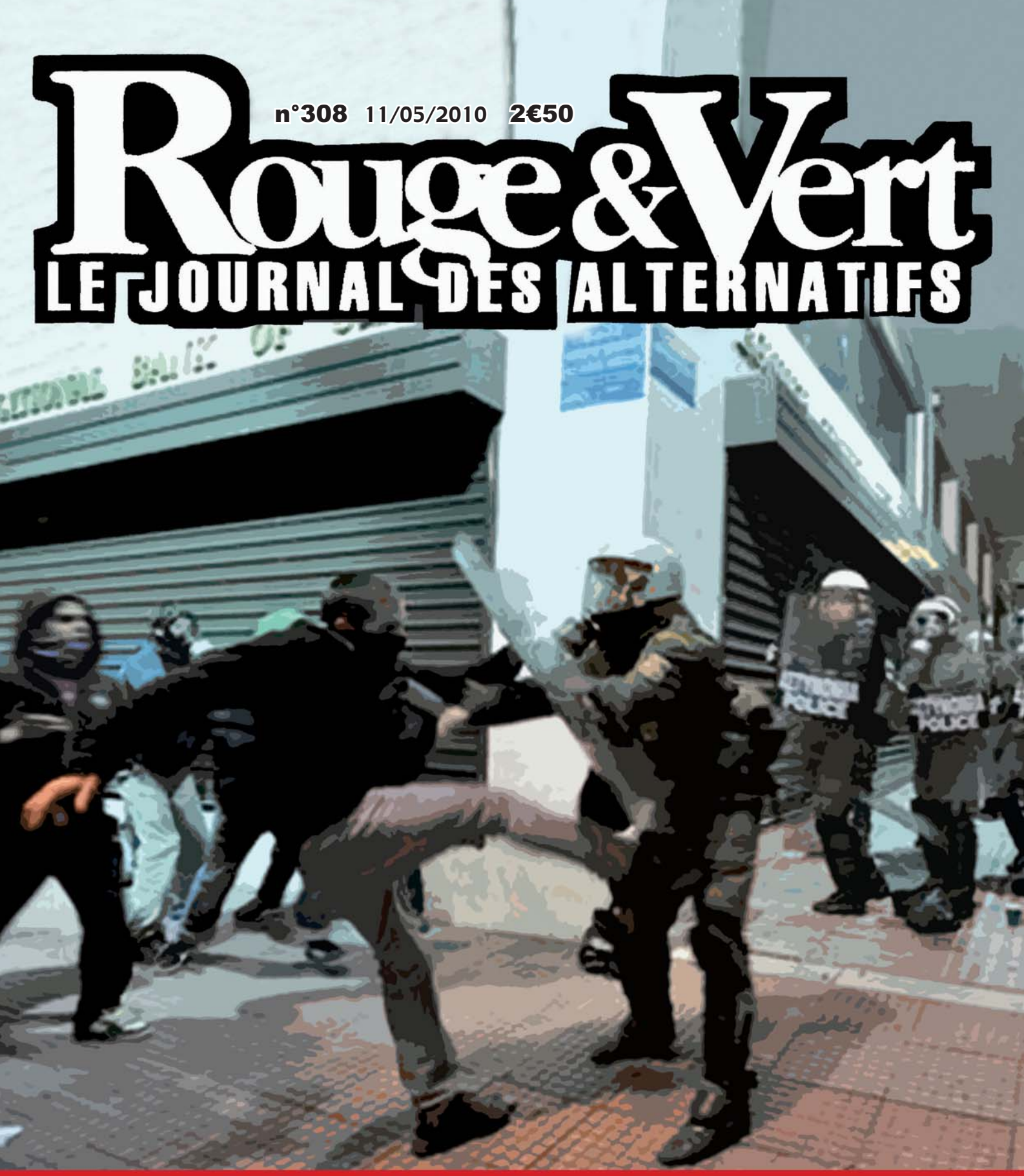
n°308 11/05/2010 2€50

Rouge&Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



NI À ATHÈNES, NI À PARIS, NI NULLE PART :

FAUT PAS PAYER!

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPP

Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent-e-s et sympathisant-e-s des Alternatifs comme sur l'augmentation du nombre d'abonnements. Nous avons fait le choix du libre accès à *Rouge & Vert* sur le site des Alternatifs. Il nous parait tout aussi important d'augmenter la diffusion de la version «papier». Dans les mois qui viennent *Rouge & Vert* et *la Lettre des élu-e-s Alternatifs* se feront l'écho des actions et réflexions pour une alternative sociale, écologique, féministe, altermondialiste à un système en crise, de la bataille pour le rassemblement des forces de la gauche de gauche, de la convergence des courants de la gauche alternative et écologiste, des initiatives des Alternatifs.
De nombreux abonnements et réabonnements à *Rouge & Vert* sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnent les moyens. Nous comptons sur toutes et tous.(il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs)

Je m'abonne!

Nom : Prénom :

Adresse :

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»
Je rejoins les Alternatifs en 2010
Ci-joint chéque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Jacques Boislaroussie, Benoit Borrits
Mathieu Colloghan, Julien Douillard,
Gwellan, Elodie Vieille Blanchard
et Philippe Zarifian

Edité par la SARL SECA (Société d'Edition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Grèce : ose

Prophéties auto-réalisatrices

Après six mois d'un feuilleton à répétition sur la viabilité de l'endettement de la Grèce aboutissant à l'adoption d'un plan de rigueur sans précédent, les marchés s'en prennent maintenant aux titres de dette des autres pays du sud de l'Europe, pays aimablement appelés PIGS (Portugal, Italy, Greece, Spain). Une fois de plus, le scénario catastrophe de la prophétie auto-réalisatrice se met en route.

Qu'il soit endetté à 50% ou 100% de son PIB, un pays ne peut rembourser du jour au lendemain et surtout aucun contrat ne le lui demande. Cette situation lui demande simplement de refinancer régulièrement cette dette à chaque fois qu'une obligation arrive à échéance : le pays réemprunte alors pour payer les obligations qu'il doit rembourser et ainsi de suite. Le véritable problème vient du fait que des titres de dette sont régulièrement échangés sur les marchés qui déterminent les taux d'intérêt auxquels l'État doit emprunter : si les marchés ont un doute, le prix des obligations est alors bradé et les taux d'intérêt montent en conséquence. En clair, si les marchés doutent, l'État concerné devra emprunter de plus en plus cher, ce qui obérera en retour ses chances de réduire son déficit.

Si les marchés financiers sont pris de panique sur la possibilité d'un État d'emprunter à nouveau,

Chronologie des faits

• 4 octobre 2009 : Les grecs renvoient les Conservateurs de la Nouvelle Démocratie dans l'opposition et donnent une majorité aux socialistes du PASOK.

• 5 octobre : Les marchés financiers s'en prennent à la dette grecque, demandant la mise en place d'un plan d'austérité. On parle alors d'un déficit pour 2009 de 8% et d'un endettement public de 103%.

• 8 décembre : Le gouvernement Papandreou annonce un endettement de 12,7% pour 2009 et prévoit un déficit de 12,2% pour 2010. Le gouvernement annonce un premier plan d'austérité pour réduire ce déficit à 9,1% en 2010 : réduction des salaires des fonctionnaires gagnant plus de 2000 euros, diminution des ressources des hôpitaux de 1,4 milliard d'euros, augmentation de la TVA de 19% à 21%.

• 16 décembre : Standard & Poors dégrade la note de la Grèce de A- à BBB+

r le défaut de paiement

cela signifie que l'État ne trouvera pas d'argent et que la perspective du défaut de paiement (non-remboursement des obligations arrivant à échéance) est ouverte : la boucle est alors bouclée. Ce qui était auparavant une simple crainte, une simple opinion, se réalise tout bonnement...

Les marchés veulent tout et son contraire

Le seul élément, a priori, rationnel qui permettrait de croire à la possibilité de l'État d'emprunter à nouveau est un engagement à réduire son déficit : si celui-ci est réduit, alors l'État en question pourra espérer rassurer les marchés et sera capable d'emprunter à nouveau, sans problème et à des taux raisonnables. Pourtant, ce sont ces déficits massifs des États qui ont permis d'enrayer la crise financière de l'automne 2008. En se mettant volontairement en déficit, les États ont pu aller à contre-courant des marchés en offrant aux entreprises une demande supplémentaire qui pallie la défaillance de la demande des ménages, défaillance provoquée par des salaires de plus en plus bas et un système bancaire totalement bloqué et qui refusait de prêter, de faire son travail de financement de l'économie. Qu'on se le rappelle, dans cette crise de l'automne 2008, les États ont été les derniers remparts qui ont permis de sauver le système contre les excès incontrôlés des marchés. En s'en prenant à la dette des États, les marchés sont, tout simplement, en train de détruire la dernière digue de protection du capitalisme...

En réclamant une réduction du déficit, les marchés demandent aux États d'abandonner leur rôle contra-cyclique à l'égard de la récession ou de la faible croissance. Dans le cas de la Grèce, cette cure d'austérité ne fera que prolonger la crise économique et le chômage. En prolongeant cette crise économique, la fiscalité grecque se prive de nouvelles sources de revenus... renforçant à nouveau ce déficit et fragilisant à nouveau sa notation sur les marchés financiers.

Qui a peur du défaut de paiement ?

L'unique objectif du plan de sauvetage massif de 110 milliards d'euros concocté par l'Union européenne et le FMI a été d'éviter une cessation de paiement de la part de la Grèce lors de ses échéances de remboursement du 19 mai. Le prix à payer pour la population grecque est exorbitant :

• Suppression des 13 et 14ème mois de salaire dans la fonction publique (équivalent à une baisse des traitements de 15 % !) ;
• Suppression des 13 et 14ème mois de pension pour les retraité-e-s du public comme du privé (équivalent à une baisse des traitements de 15% !) ;
• Gel des salaires du public comme du privé durant 3 ans ;
• Recul de l'âge de départ à la retraite ;
• Augmentation des facilités de licenciement pour les entreprises ;
• Suppression des conventions collectives ;
• Coupes dans les allocations chômage ;
• Augmentation de la TVA de 19% à 23%.

Tout cela pour honorer les prochaines échéances de remboursement. Mais au fait, qui détient les obligations grecques ? Tous les travailleur-se-s et les retraité-e-s grecs ? Certainement pas. Plus probablement, quelques éléments les plus favorisés de la population. Mais ce sont surtout les établissements financiers européens qui en détiennent. Une cessation de paiement ne voudrait nullement dire que l'État grec ne reconnaît pas cette dette,

---

• 17 décembre : 4000 manifestants dans les rues contre ce premier plan d'austérité.

• 31 décembre : Alors que la Grèce pouvait emprunter sur 10 ans à 4,5%, ce taux se tend à 6%.

• 25 janvier 2010 : la Grèce parvient à lever sans problème 3 milliards d'euros à 5 ans. Le taux à 10 ans affiche 6,18%.

• 29 janvier : Standard & Poor's dégrade l'Espagne de AAA à AA+.

• 1er février : L'Union européenne place la Grèce sous surveillance.

• 10 février : Grève générale de la fonction publique avec 27 000 manifestant-e-s.

• 11 février : La zone Euro annonce qu'elle est prête à « soutenir » la Grèce par des mesures bilatérales.

• 15 février : L'Union européenne demande des éclaircissements sur un tour de passe-passe comptable visant à masquer des déficits à l'aide d'un swap de devises. Goldman Sachs apparaît comme la banque conseil dans cette opération, montage qui lui aurait rapporté quelques 300 millions de dollars. Cette banque est aussi pointée du doigt dans la mesure où elle investit massivement dans des CDS (Credit Default Swap) pariant ainsi sur un défaut de paiement de ce pays. N'agirait-elle pas comme un pompier-pyromane ?

• 16 février : L'Union européenne somme la Grèce de réaliser de nouveaux efforts et de réduire son déficit à 8% en 2010. La Grèce répond par de nouvelles mesures : gel des retraites, baisse du salaire des fonctionnaires de 6,5%, taxes supplémentaires sur l'essence, le tabac et les alcools.

• Fin février : L'euro se négocie aux environs de 1,35 $ contre 1,5 $ à mi-novembre 2009.

• 4 mars : La Grèce réussit une nouvelle levée obligataire à 10 ans à un taux de 6,38%.

• 11 mars : Grève générale.

• 25 mars : Accord européen d'aide à la Grèce.

• 7 avril : Le taux à 10 ans se porte à 7,17%

• 11 avril : Les Etats de la zone euro annoncent un prêt de 30 Mds à 5% sur 3 ans.

• 12 avril : Le FMI annonce compléter ce plan avec un prêt de 15 Mds.

mais que, pour protéger sa population, elle décide de ne pas honorer une échéance. Il pourrait aussi suspendre le paiement des intérêts de ses différentes obligations : ceux-ci s'élèvent annuellement à 13 Mds d'euros (soit 5% du PIB de ce pays) et il y a fort à parier que, sur les années à venir, ce montant augmentera du fait de la poursuite du déficit et de l'envolée des taux d'intérêt des emprunts récents.

Un défaut de paiement permettra, tout simplement, de rentrer en négociation avec les prêteurs. Ceux-ci n'ont-ils pas une responsabilité dans le financement de ces déficits excessifs ? Le peuple grec doit-il payer la note du jeu malsain des différents spéculateurs ? Pourquoi, les retraité-e-s grec-que-s qui disposent aussi d'une créance sur l'État devraient-ils y renoncer partiellement alors que les détenteurs d'obligations se verraient payés rubis sur l'ongle principal et intérêts ?

En finir avec l'endettement

On pourra objecter qu'une telle mesure fragiliserait le système bancaire européen, fort détenteur de titres grecs. C'est exact. Mais est-ce au peuple grec de payer un nouveau sauvetage du secteur bancaire ? Ne serait-ce pas au contraire une nouvelle opportunité de se l'approprier collectivement pour le mettre au service de la population et de l'économie ? Plutôt que d'avoir une économie pilotée par la recherche exclusive de profits, ne serait-ce pas l'occasion de tourner l'activité productive vers la satisfaction des besoins essentiels de la population et surtout la réorientation écologique planifiée de notre économie ?

On objectera aussi qu'un tel événement interdira à la Grèce d'emprunter sur les marchés pendant de nombreuses années, ce qui est exact. Le non-paiement des intérêts lui donnera par contre une grande marge de manœuvre qui lui permettra de rembourser, petit à petit cette dette (et pas forcément à la valeur faciale, l'exemple argentin étant là pour nous le montrer). Cela obligera l'État grec à ne plus recourir au déficit budgétaire pour secourir les entreprises privées, à la population grecque d'organiser son économie sur d'autres critères que le laissez-faire néolibéral, à la réalisation d'une véritable démocratie économique.

Sur la démocratie...

Une autre leçon de cette crise grecque. Nos pays européens sont censées être des démocraties « modernes ». La population a souhaité en finir avec le parti conservateur, Nouvelle Démocratie. Ce n'était certainement pas pour se voir appliquer un tel programme d'austérité. A aucun moment, la question n'a été posée au peuple grec de savoir s'il choisissait la voie du défaut de paiement ou celle de la cure d'austérité. Ce débat est interdit : le pouvoir est comme toujours confisqué par une élite. Pourtant un sondage récent faisait apparaître que deux grecs sur trois étaient défavorables à l'aide de l'Union européenne et du FMI. Voilà qui en dit long sur les prétendues démocraties dans lesquelles nous vivons...

Mais si la spéculation se propage à l'Espagne et à d'autres pays européens, est-ce que le sauvetage sera alors une possibilité ? Est-ce que la cessation ne paiement ne sera pas alors la seule option envisageable ? Voilà qui permettrait d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire européenne. ■

Benoît BORRITS

• 15 avril : La Grèce demande officiellement l'aide à l'Union européenne et au FMI
On évoque un besoin de 80 à 90 Mds sur 3 ans.

• 22 avril : Le déficit 2009 est finalement estimé à 13,6% du PIB
Le taux à 10 ans se tend à 8,8%.
Le taux à 2 ans passe à 10,23%, supérieur au taux à 10 ans : les marchés spéculent sur un défaut de paiement.
Golman Sachs appelle à une restructuration de la dette grecque.
Mauvaise levée de dette à 15 ans : seuls 2,1 Mds sont souscrits au lieu de 3 mds demandés.

• 26 avril : l'Allemagne demande des mesures d'austérité supplémentaires.

• 27 avril : Standard & Poor's dégrade la note de la Grèce de BBB+ à BB+, ce qui classe les titres de ce pays dans les « Junk Bonds » (Obligations pourries).
Dans le même temps, Standard & Poor's dégrade la note du Portugal de A+ à A-.
Le gouvernement grec annonce une récession de 2% pour 2010.

• 28 avril : Le taux à 10 ans se tend à 9,97%.
Les besoins du pays sur 3 ans sont évalués de 100 à 120 milliards.
Standard & Poor's dégrade la note de l'Espagne de AA+ à AA.

• 2 mai : Accord sur un plan d'urgence avec l'Union européenne et le FMI. La zone euro prêtera 80 mds, le FMI en prêtera 30. Un nouveau plan d'austérité portant sur plus de 30 mds en 3 ans est accepté par la Grèce, comportant notamment une nouvelle hausse de la TVA de 21% à 23%, le passage de la retraite à taux plein de 37 à 40 annuités, la suppression des 13 et 14ème mois de salaires des fonctionnaires et des retraités. Le gouvernement grec annonce que la récession de 2010 sera de l'ordre de 4% au lieu de 2% quelques jours auparavant.

• 3 mai : Nouveau recul de l'Euro face au dollar : 1,3 $

• 4 mai : Les taux à 10 ans de l'Espagne et du Portugal se tendent respectivement à 4,09% et 5,4%.

• 5 mai : Troisième grève générale en Grèce avec plus de 50 000 manifestants.

• 6 mai : La BCE annonce qu'elle n'achètera pas de titres grecs sur les marchés.

COMMUNIQUE DES ALTERNATIFS du 06/05/10

LA CULTURE EN RIDEAU

Le 6 mai 2010, une journée nationale de grève dans les entreprises culturelles a eu lieu dans tout le pays.
Cette deuxième journée d'action, à l'appel de la Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle CGT (mais aussi du SYNDEAC) vise à amplifier la mobilisation initiée le 29 mars dernier.
La situation du secteur de la culture en France est catastrophique, et les mesures gouvernementales envisagées n'augurent rien de bon, notamment avec la Réforme Générale des Politiques Publiques et la Réforme des collectivités territoriales.
La RGPP concerne tous les opérateurs sous tutelle du ministère de la culture, et bien sûr, les services de ce ministère. Un audit a été diligenté. Onze préconisations sans équivoque en sont sorties : il s'agit de diminuer les fonds accordés à la culture, et d'ignorer les missions de service public.
La réforme des collectivités territoriales s'annonce également nocive: la loi adoptée au Sénat, prévoit la suppression de la clause de compétence générale pour les collectivités. Celles-ci ne pourront donc plus intervenir dans le domaine culturel. Lorsque l'on sait que ce sont ces collectivités qui partout pallient aux carences de l'état, il y a de quoi être inquiet.

Les Alternatifs soutiennent le mouvement engagé par les professionnels du spectacle, de l'action culturelle et de l'audiovisuel et appellent à une participation importante aux différentes actions.■

PROLONGER, ACCENTUER LA MOBILISATION SUR LES RETRAITES

Après un premier Mai marqué par des cortèges syndicaux corrects sans plus, la nouvelle phase de mobilisation se dessine.
Force Ouvrière appelle seule à une journée de grève le 15 juin, CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont publié un communiqué commun en préambule au «sommet social» du 10 mai.
Une journée nationale de mobilisation aura lieu le 27 mai. Le socle commun des organisations syndicales signataires sur la question des retraites est limité, elles affirment que «l'emploi «en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé» doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière. C'est une source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle. Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie à la retraite. L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite».
Le seul butoir défendu en commun est celui de l'âge légal du départ à soixante ans, pour le reste, les positions sont assez générales.
Dans le même temps, des collectifs de mobilisations e créent dans les villes et départements, souvent constitués par les organisations politiques à partir de l'appel large initié par ATTAC et la Fondation Copernic,
A l'heure du plan d'austérité brutal imposé au peuple grec, et à celle de l'austérité durable prônée par le pouvoir en France, la résignation peut l'emporter, mais les colères populaires peuvent aussi s'aiguiser.
Il faut toujours mieux argumenter, informer, mobiliser. En construisant partout des cadres unitaires, en créant les conditions d'un mobilisation massive par la grève et dans la rue le 27 mai. ■

Rouge & Vert

Régimes de base et complémentaires

La France se caractérise par une forte diversité de régimes de retraite obligatoires. Cependant, le régime général du privé et celui du public versent aujourd'hui l'essentiel des pensions (84%). Les retraites sont généralement honorées par deux régimes : un régime "de base" en annuités et un régime "complémentaire" à points.

Dans le privé, le régime de base le plus répandu est la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), complété par le régime complémentaire Agirc-Arrco. Dans le public, les deux régimes de base les plus répandus sont le Service des Pensions de l'État et la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), complétés plus récemment par la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP).

Régimes de base en annuités

Un régime en annuités est dit "à prestations définies" dans la mesure où le montant de la pension est garanti par une formule :

Pension = Taux de liquidation x Coefficient de proratisation x salaire de référence

Dans le régime CNAV (privé), le Taux de liquidation est de 50%. Dans le public, il est de 75%. Ce taux de liquidation est assorti d'une décote de 1,25% (à partir de 2013) par trimestre manquant en cas de départ avant 65 ans.
Le Coefficient de proratisation est donné comme étant le rapport entre le nombre de trimestres cotisés sur le nombre de trimestres nécessaires pour avoir une pension à taux plein (164 pour ceux nés après 1951).

Dans le régime CNAV, le salaire de référence est égal à la moyenne des

25 meilleures années de la carrière plafonnées au plafond de la sécurité sociale (aujourd'hui 34 620 € par an). Dans le régime public, il est égal au salaire annuel rapporté aux 6 derniers mois de la carrière (primes non comptabilisées).

Régimes complémentaires en points

Un régime à points est dit "à cotisations définies", dans la mesure où l'on connaît le montant cotisé mais aucunement la pension à laquelle on aura droit. En cotisant, le-la salarié-e acquiert des points (fonction de la valeur d'achat du point). La valeur de service du point lui donnera sa pension annuelle. Comme on ne connaît pas la valeur future de service du point, on ne connaît ni le montant de sa pension future et encore moins son évolution.

L'Agirc a été le premier régime complémentaire pour les cadres (1947). Celui-ci a été complété en 1961 par l'Arrco qui concerne l'ensemble des salariés du privé (cadre et non-cadre). Jusqu'à présent, les fonctionnaires ne bénéficiaient pas de retraite complémentaire et ne cotisaient que sur les salaires de base hors prime. En 2003, un régime complémentaire (RAFP) a été instauré pour que les primes puissent cotiser et ouvrir des droits à une retraite complémentaire. Du fait de la nouveauté de ce régime et de son absence d'engagements financiers, ce régime accumule des réserves et se comporte comme un véritable fonds de pension par capitalisation.

Pourquoi ne pas opposer public et privé ?

Si, pour les régimes de base, les taux de liquidation du public paraissent plus avantageux (75% contre 50%) et que le salaire de référence sur les 6 derniers mois de traitement semble préférable à une moyenne sur 25 ans, il convient cependant de noter que les fonctionnaires ne bénéficient pas d'une retraite complémentaire sur le salaire de base car le régime complémentaire (RAFP) ne porte que les primes. Il est donc difficile, voire impossible de déterminer si un régime est préférable à un autre. Dans les faits, la pension moyenne dans le privé est de 1625 € par mois alors que dans le public, elle est de 1593 €

La contre-réforme Balladur de 1993

Cette "réforme" a touché le régime de base des salariés du privé. Elle a détérioré les retraites du privé en imposant une durée de cotisations de 40 années (160 trimestres) au lieu de 37,5 années (150 trimestres) auparavant. En cas de départ avant 65 ans sans avoir la totalité des trimestres, il a été instauré un mécanisme de décote de 10% par année manquante (ramené à 5% à partir de 2013). Alors que le salaire de référence était la moyenne des 10 meilleures années, il est désormais la moyenne des 25 meilleures années, ce qui correspond à une baisse immédiate du taux de liquidation. Enfin, il a été prévu d'indexer les retraites sur les prix et non plus sur l'évolution des salaires, ce qui permet d'amoindrir le ratio Pension moyenne / Salaire moyen.

La contre-réforme Raffarin-Fillon de 2003

Cette "réforme" a étendu certaines mesures de la réforme de 1993 au secteur public, notamment par l'allongement de la durée de cotisations et l'introduction de décotes en cas de trimestres manquants (3% puis 5% en 2012). Par ailleurs, il a été acté pour tous (public et privé) une augmentation progressive de la durée de cotisations à 164 trimestres en 2012 puis une évolution en fonction de l'augmentation de l'espérance de vie.

Les résultats de trois décennies de saccage des retraites

Aujourd'hui le ratio Pension moyenne / Salaire moyen est de 85%. L'ensemble des pensions ont baissé de 20%. Pire le taux de remplacement ne cessera de baisser dans les années à venir :
Source COR novembre 2007.

Génération (année de liquidation)	non cadre du secteur privé CNAV-ARRCO	cadre du secteur privé (CNAV-ARRCO- AGIRC)	fonctionnaire CNRACL- RAFP
1938 (2003)	83,6%	64,1%	68,7%
1955 (2020)	75,6%	55,5%	68,5%
1985 (2050)	64,4%	42,7%	69,2%

Sur la base d'une carrière de 40 ans et d'un taux de prime de 20% pour le fonctionnaire

Voilà où nous ont mené les différentes contre-réformes gouvernementales. Les nouvelles propositions d'abandon du droit à la retraite à 60 ans ainsi que de nouveaux allongements de la durée de cotisation ne feront que renforcer cette détérioration des pensions versées et ouvriront la voie à des retraites par capitalisation, pour le plus grand bien des compagnies privées d'assurance. ■

27 mai :

CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA ont décidé d'appeler ensemble « les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai 2010 pour interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir ». Au cour de cette journée nationale de grève et de manifestations, l'emploi et les retraites.

Soulignons tout de suite l'insupportable langue de bois de cet appel commun, illustrée par sa conclusion (*« Elles appellent l'ensemble de leurs organisations à se rencontrer pour décider, dans les entreprises et lieux de travail, d'actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des manifestations interprofessionnelles dans les territoires »*) et la faiblesse insigne du contenu revendicatif permettant là aussi des interprétations à géométrie très variable en fonction des syndicats. Concernant les retraites, elles rappellent que l'emploi «en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé» doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière. C'est une source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle. Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie à la retraite. L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite ».

Mais, malgré de telles

une journée lourde d'enjeux

circonvolutions, l'essentiel est bien l'existence d'un appel commun interprofessionnel à la grève et à des manifestations dans toutes les villes du pays. En plein débat sur la *« réforme des retraites »* et après l'annonce par
Fillon du gel, pour trois ans, des dépenses de l'Etat, l'ampleur de cette journée sera déterminante dans la construction d'un réel rapport de force social en faveur des salarié-e-s.

« En cas de défilés clairsemés, nul doute que le gouvernement y verra une deuxième victoire dans sa *« bataille de l'opinion »* entamée le 1er mai » analyse l'éditorialiste de Dimanche Ouest France du 9 mai, soulignant, au bénéfice d'un sondage IFOP Ouest France Dimanche, que *« 43% des français seraient prêts à travailler après 60% contre 33% un mois plutôt ».*

Le crédit de la « sondagite aigüe » censée donner en permanence l'état de l'opinion publique est pour le moins sujet à caution, voire suspect. Il n'empêche, chacun-e de nous le constate autour de soi, que, malgré la claque reçue aux régionales, le gouvernement, bien aidé en cela par Martine Aubry et la CFDT, a réussi à semer un doute sur la possibilité de maintenir l'âge de la retraite à taux plein, la durée des cotisations et le montant des retraites, doute que ne dissipe pas, hélas, l'appel intersyndical faute de consensus, notamment avec CDFT et UNSA.

Mais aujourd'hui rien n'est encore figé et tout reste possible. L'ampleur du programme d'austérité imposé à la Grèce par l'Union Européenne et le FMI bouscule aussi largement les consciences populaires. La réussite d'une journée de grève et de manifestation est un élément décisif pour délégitimer à une échelle de masse les discours mollassons et résignés et redonner espoir en l'action collective. Ce n'est qu'en étant clairs et fermes sur les objectifs que nous pourrons gagner la grande majorité des salarié-e-s à la grève. Ce n'est pas la moindre responsabilité des gauches syndicales et des comités et collectifs unitaires, qui se sont mis en place dans la plupart des villes notamment autour de l'appel de Copernic, que d'y contribuer.

C'est dire que les deux semaines qui nous séparent du 27 mai ne seront pas de trop pour que « la mayonnaise prenne » et que le dernier jeudi de mai marque, dans tout le pays, une progression significative du nombre de grévistes et de manifestant-e-s.

Conscients de l'enjeu, les militant-e-s et sympathisant-e-s alternatifs y pèseront de toutes leurs forces. ■

Julien DOUILLARD

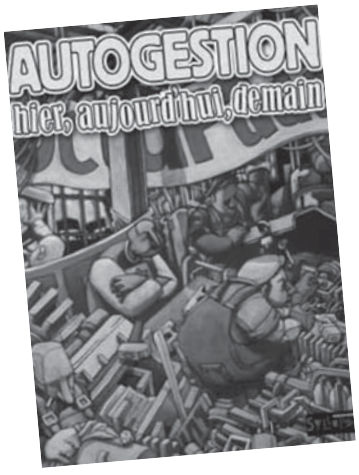
Force Ouvrière, la grève franche et l'unité

Deux jours avant que ne se tienne l'intersyndicale nationale qui a décidé de faire du 27 mai une journée nationale de grève et de manifestations, Force Ouvrière a décidé d'appeler, seule, à une journée nationale interprofessionnelle de « grève franche » avec manifestation à Paris le 15 juin prochain, expliquant que «l'action commune, nécessaire, suppose un accord sur les revendications et les modalités d'action». Ce à quoi CGT et Solidaires ont justement répondu que pour parvenir à un accord sur les revendications et les modalités d'action le mieux était encore de se retrouver autour de la même table, ce que Jean Claude Mailly et la direction FO ont refusé. Alors même que cette formulation de « grève interprofessionnelle franche » est accueillie plutôt avec sympathie par les gauches syndicales, a contrario de la plupart des déclarations de Chérèque, en ne s'inscrivant pas dans la journée du 27 mai, la direction de FO choisit l'isolement. Pas certains qu'elle parvienne à convaincre nombre de ses syndicats de s'aligner sur un choix qui traduit d'abord son impuissance. ■

JD.

L'autogestion, dans une assiette

Pour la sortie de *Autogestion, hier, aujourd'hui demain* toujours, Les Alternatifs parisiens organisent un repas/présentation du livre au restaurant associatif (et lieu d'expérimentation autogestionnaire) La Rotisserie, 4 rue Sainte-Marthe à Paris (M°Belleville ou colonel Fabien) le 25 mai à partir de 19h30.



Le repas sera à un prix raisonnable et servi en présence de certains des auteurs du livre.

NOTRE DAME DES LANDES :

Les opposants devant l'Assemblée Nationale

Mercredi 5 mai, une quarantaine de citoyen-ne-s mobilisés contre le projet d'aéroport de Notre dame des Landes se sont rendus devant l'Assemblée Nationale pour y tenir une vigie à l'occasion du débat sur le Grenelle II, comme ils le font quotidiennement depuis bientôt deux ans devant le Conseil Général de Loire Atlantique. Parqués par la police dans un square attenant à l'assemblée Nationale, les manifestant-e-s auront quand même réussi à être reçus par un membre du cabinet de Borloo. Les parlementaires du Parti de Gauche, des Verts et du MODEM ainsi que des représentant-es- des Alternatifs ont également tenu à apporter leur soutien. Vous lirez ci-dessous le communiqué publié par notre mouvement.

Les Alternatifs 44

Les collectivités n'ont pas à financer l'aéroport de Notre Dame des Landes : inutile, pharaonique et destructeur de terre nourricière, il doit être abandonné.

Le projet d'une nouvelle plate forme aéroportuaire au Nord de Nantes est soutenu, depuis 40 ans par les présidents et maires des grandes collectivités locales, pour des raisons qui changent au cours du temps : de l'accueil du Concorde à la fin des années 60 à un soi-disant aéroport pour tout l'Ouest de la France en passant par une pseudo saturation prévisible de l'aéroport international actuel de Nantes-Atlantique. Un collectif de 32 associations, politiques et associatives, un groupe de plus de 600 élus et un collectif de pilotes professionnels se battent contre ce projet.

Alors que le nombre de mouvements sur la plateforme actuelle de Nantes-Atlantique est stagnant depuis plus de 12 ans, le projet de Notre Dame des Landes est prévu, avec 2 pistes, pour 9 millions de passagers par an en 2050 et sur une surface 3 fois plus grande que celle de l'aéroport de Gatwick qui accueille, avec une seule piste, 35 millions de passagers par an.

Ce pari sur l'avenir, comme l'écrit la conclusion de la commission d'enquête publique qui a conduit le ministre à donner son feu vert pour une concession à un opérateur privé pour 55 ans, est insensé en regard des besoins. Les présidents des trois collectivités territoriales, Conseil de Nantes-métropole, Conseil Général 44 et Conseil Régional des Pays de Loire ont fait voter des possibilités de subventions pour son financement avec une clause de « retour à meilleure fortune », c'est-à-dire remboursement si le concessionnaire fait des bénéfices ; sur 55 ans la situation est imprévisible, d'autant que le projet est largement sous évalué à 581 millions d'euros soit le quart du coût de

Pour une écologie solidaire, antilibérale et altermondialiste

A l'ère où le « développement durable » est le mot d'ordre de (presque) tous les partis politiques, l'écologie apparaît comme une approche inodore, qui semble pouvoir s'accommoder des projets politiques quels qu'ils soient. Pour nous, Alternatifs, l'écologie ne peut cependant pas se cuisiner à toutes les sauces.

C'est que les atteintes diverses aux écosystèmes (pollutions ; dérèglement climatique ; épuisement des ressources renouvelables et non renouvelables…) d'une part résultent d'un système capitaliste productiviste qui bénéficie avant tout aux plus riches, et dont la « croissance » ne cesse de creuser les inégalités de richesses1 ; d'autre part touchent avant tout les populations les plus fragiles. A l'échelle mondiale, le dérèglement climatique atteint avant tout celles dont la subsistance dépend d'écosystèmes agricoles de plus en plus instables, ou qui vivent dans des habitations et des zones précaires2 ; à l'échelle de la France, les maladies du travail et la précarité énergétique touchent surtout les classes sociales dominées, ce dont témoigne leur plus faible espérance de vie.

Le calcul de notre empreinte écologique démontre la nécessité d'une réduction des consommations matérielles à l'échelle de la France : la généralisation de nos modes de vie impliquerait l'utilisation de 2,5 planètes, ce qui signifie que nos « choix » restreignent ceux d'autres populations (parce que nous utilisons leurs sols pour notre propre consommation ; parce que nos émissions de gaz à effet de serre les affectent durement alors même qu'elles n'en émettent que très peu). Cette réduction des consommations matérielles doit être avant tout le fait des plus riches ; par ailleurs, le renoncement au mirage de la croissance économique, comme moyen supposé d'enrichir toutes les catégories sociales en même temps, doit s'accompagner d'une redistribution effective des richesses ; d'où, notamment, un renversement de l'évolution du partage entre capital et travail.

Pour des raisons évidentes de justice sociale, mais également pour que les importants changements que l'écologie impose soient possibles, les services publics ont un rôle déterminant à jouer, notamment dans les transports et la production d'énergie, mais aussi de la gestion de l'eau. Il s'agit non seulement de les défendre mais de les renforcer, et d'en développer de nouveaux au service d'une conversion écologique solidaire de la société. Il s'agit par ailleurs de penser une politique fiscale écologiquement efficiente et socialement juste, aux antipodes du projet de taxe carbone conçu à la fin 2009.

Dans cette perspective, aucune politique écologique n'est envisageable dans le contexte mondialisé que nous connaissons, où les organisations supranationales contraignent les choix nationaux et locaux dans le strict cadre du néolibéralisme. Nous croyons donc que la réappropriation de nos choix politiques et économiques, qui suppose une rupture avec le néolibéralisme, est une nécessité pour engager une politique écologique conséquente. ■

Elodie VIEILLE-BLANCHARD

1 Kempf, Hervé, Comment les riches détruisent la planète, Seuil, Paris (2007).
2 « Le chaos climatique », hors-série n°51, Politis (octobre-novembre 2009).

l'ajout d'une seule piste à la plateforme de Londres-Stansted.

Pour construire cette infrastructure, 2 000 ha de terre seront gelés ou imperméabilisés alors que des exploitations agricoles fonctionnent et assurent une production dans un bocage remarquable ; ce projet est en contradiction avec le Grenelle qui affirme la nécessité de lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, contre l'étalement urbain et assurer une gestion économe des ressources et de l'espace.

Partie prenante de la mobilisation contre ce projet, les Alternatifs ont participé à la vigie organisée devant l'Assemblée Nationale ce mercredi 5 mai pour demander un entretien au ministre et une étude indépendante sur les alternatives proposées. Le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes doit être abandonné. ■

Le seul opposant au projet d'aéroport exclu du bureau du syndicat mixte !

Les Alternatifs 44 condamnent l'éviction de Jean-Jacques Kogan, représentant de la Communauté de Commune d'Erdre et Gesvres du bureau du syndicat mixte d'études de l'aéroport de Notre Dame des Landes.

La proposition des 3 présidents socialistes du Département de Loire Atlantique, de la Région Pays de Loire et de Nantes Métropole, M. Mareschal, Auxiette et Ayrault, a été, sans surprise, soutenue par les représentants socialistes et UMP de 14 des 15 collectivités locales constituant le syndicat mixte.

Elle a pour conséquence d'exclure du bureau le représentant des 12 commune de la Communauté d'Erdre et Gesvres, Casson, Fay de Bretagne, Grandchamp des Fontaines, Héric, Les Touches, Nort/Erdre, Petit Mars, Saint Mars du Désert, Sucé/Erdre, Treillières , Vigneux de Bretagne et Notre Dame des Landes, c'est-à-dire du bassin de vie où est prévue la construction de l'aéroport, et, d'une pierre deux coups, du seul opposant déclaré au projet d'aéroport.

Ce consensus politique PS/UMP témoigne, s'il en était besoin, d'un véritable mépris politique envers les populations les plus directement concernées par le projet d'aéroport et leurs représentants.

Comment également ne pas considérer que l'éviction du bureau du syndicat mixte du seul élu non favorable au projet d'aéroport vise aussi à garder entre soi nombre d'informations majeures, notamment financières, concernant la réalisation du projet et des infrastructures ferroviaires et routières ?

Si la démocratie et la transparence sont aujourd'hui les grands perdants de l'éviction de Jean Jacques Kogan, pour les Alternatifs, il est clair que cette décision ne fera que renforcer la détermination des opposants au projet d'aéroport. ■

UNE UTOPIE PORTEUSE D'AVENIR ?

Au coeur des luttes des années soixante, les étudiants du PSU

En cette année 2010 qui marque le cinquantième anniversaire de la création du PSU, ce livre (400 pages, une vingtaine d'auteurs) contribue à rappeler que ce parti, disparu depuis 20 ans, a joué un rôle essentiel dans le renouveau du socialisme en France, dans les luttes politiques des années soixante et spécialement en mai 68 ; il marque aussi la volonté des anciens étudiants du PSU de ces années-là d'écrire leur part de mémoire en restant fidèles à leurs idéaux de jeunesse, car ils croient toujours *«qu'un autre monde est possible»!*

3 REUNIONS DE PRESENTATION DU LIVRE :

>MARDI 25 MAI 2010 à Nantes
à partir de 18 heures
Salle Julles Vallès/Médiathèque de NANTES
En présence de Jean-Claude Gillet et Jacques Sauvageot

>VENDREDI 28 MAI 2010 à Paris
à partir de 20h 15
à la Librairie JONAS, 16, rue de la Maison Blanche, 75013 PARIS M° Tolbiac
En présence de Jacques Sauvageot, Roger Barralis et François Péronnet

>MARDI 1er JUIN 2010 à Lyon
à partir de 18 h
à la librairie LE BAL DES ARDENTS
17, rue Neuve 69001,LYON
M° Cordeliers ou Hôtel de Ville
En présence de Jacques Sauvageot, Alain Rocher et Pierre Masson

«Libérons-nous de 50 ans de Françafrique»

L'association Survie organise une nouvelle campagne en 2010:

«Après la proclamation de l'indépendance des anciennes colonies françaises d'Afrique, des réseaux politiques et économiques ont assuré la continuité du pillage du continent africain, au profit notamment des hommes de pouvoir en France, en plaçant des dictateurs corrompus à la tête des États nouvellement indépendants. 50 ans après, et malgré les discours de rupture, la Françafrique est toujours d'actualité... «

A quelques mois du Forum Social Mondial à Dakar (janvier 2011), du sommet franco-africain réuni à Nice (les 31 mai et 1er juin) et des festivités militaires d'un autre temps: « La présence de détachements des forces armées africaines sur les Champs-Élysées, leur défilé devant leurs aînés, anciens combattants de l'armée française, sera une image forte de cette année 2010, depuis la création des premiers corps de Tirailleurs sénégalais par Napoléon III en 1857 jusqu'aux années 1960 », a avancé Hubert Falco, le secrétaire d'État français aux Anciens Combattants. Des troupes coloniales originaires de la Mauritanie, le Mali, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso, le Bénin et le Tchad quand St Louis puis Dakar étaient la capitale de l'Afrique Occidentale Française. Mais à quel prix ?

Le cas du Sénégal à 2 ans de la présidentielle : crise politique et tensions sociales, usure du pouvoir de la Françafrique ?

Le pouvoir du «Parti Démocratique Sénégalais» est accusé de détourner les célébrations à son profit dans une période ou le quotidien des basses et moyennes classes est difficile avec la hausse du riz ou du pain. L'explosion sociale est proche et fait suite à la crise alimentaire, le peuple perçoit réellement l'impasse dans laquelle le pays se trouve. Les élites prédatrices nationales et locales mènent la danse, l'économie est sous perfusion et les secteurs économiques les plus importants sont souvent contrôlés par les Français et notamment le secteur bancaire et télécom. Pourtant Bolloré vient de perdre le contrôle du port de Dakar au profit d'une compagnie de Dubaï, la base de Dakar qui regroupe un millier de soldats français devrait aussi disparaître. Cette décision n'est pas forcément impopulaire et entretient le nationalisme.
Aux manettes depuis 2000, le Président Abdoulaye Wade, âgé de 84 ans, est un homme usé, qui a largement abusé du populisme, des mesures libérales et du clientélisme (corruption des élites), sans avoir résolu le conflit en Casamance ni apaisé la soif démocratique du peuple.
A l'occasion de la fête de l'indépendance, le régime va inaugurer la statue de la Renaissance africaine, qui a coûté une dizaine de millions d'euros, une somme énorme au regard des difficultés que rencontrent les quartiers populaires et au delà de Dakar. L'électricité fait souvent défaut, peu de routes sont bitumées, certains quartiers sont inondés depuis plusieurs années sans intervention étatique.
Le Président Wade est accusé par l'opposition politique (union en cours autour du Benno Siggil Senegaal) de vouloir imposer son fils Karim alors que celui-ci n'a pas réussi à être élu lors des dernières municipales. Pourtant, l'idée du putsch semble éloignée selon Almamy Mamadou Wane, l'auteur de *«Le Sénégal entre deux naufrages ? Le Joola et l'alternance»*, L'Harmattan, février 2004. Et si le forum mondial servait de point d'appui et de soutien au mouvement social sénégalais qui aspire au changement et à une réforme de la Politique de la France en Afrique. ■

Gwelan

http://www.afrique2010.fr

Les derniers communiqués des Alternatifs, les liens vers les groupes locaux, notre presse locale, les archives du journal, des affiches, des tracts, des autocollants et des vidéos ...

Retrouvez toutes ces infos sur le site des Alternatifs :
http://www.alternatifs.org

Philippe

Notre ami et camarade Philippe JEANTET nous a quitté ce 22 avril 2010, après des mois de lutte contre la maladie. Il allait avoir 50 ans.
Philippe était un homme engagé dans la vie sociale, associative et politique, dans la vie de la cité.
Pour beaucoup d'entre nous, nous n'avons appris à le connaître que tardivement. Notamment au travers de la campagne présidentielle de José Bové en 2007, qui le décida à s'engager davantage, notamment en nous rejoignant aux Alternatifs.
Puis lors des dernières élections municipales, en se présentant dans le 3° arrondissement de Lyon, où il fut élu, membre du groupe de la Gauche Alternative Ecologique et Citoyenne. Il devint Adjoint au Maire en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, un domaine qu'il prenait beaucoup à coeur. Et il s'était dépensé sans compter pour soutenir l'émergence de nouveaux projets.
Derrière cet attachement tout particulier à ce secteur, c'est tout le sens de l'engagement militant de Philippe que l'on peut percevoir. Car il était de ceux qui, persuadés qu'un autre monde est possible, savent aussi qu'il se prépare dès aujourd'hui, dans des alternatives concrètes. Et Philippe souhaitait faire partager l'idée

Coordination géné

Proposition d'ordre du jour de la coordi

• **SAMEDI 29 MAI**
>10h-13h commissions et groupe de travail Université d'été
>14h-16h situation gauche alternative et écologiste, texte a destination de l'Assemblée de la FASE, initiatives des Alternatifs en direction de ces courants
>16h-17h université d'été des Alternatifs
>17h-18h prise de position des

JEANTET

que derrière d'autres expériences économiques, c'est aussi les germes d'une alternative de société que l'on fait vivre. Philippe, nous l'avons découvert progressivement ces dernières années. Progressivement car c'était une personnalité qui n'aimait pas se placer au premier plan. Mais derrière sa discrétion nous avons été marqués par la solidité de ses convictions, par sa ténacité à poursuivre les objectifs qu'il s'était fixés. Et toujours dans le respect des autres.
Nous retiendrons la façon calme et résolue dont il savait défendre ses positions, avec persévérance.
Philippe, tu vas nous manquer.
Mais dans les moments difficiles nous penserons à ta capacité à surmonter les obstacles, avec courage et détermination. Nous savons déjà que cela nous aidera !
Dans l'immédiat, nous pensons surtout à sa famille et ses proches, en particulier à ses parents et à ses trois filles, et nous leur disons toute notre sympathie dans cette épreuve. ■

Les Alternatifs du Rhône

rale des Alternatifs
nation des Alternatifs des 29 et 30 mai

Alternatifs lors de l'assemblée du Réseau Sortir du Nucléaire, délégué-e-s
>18h30 présentation de l'ouvrage sur 'autogestion (Editions Syllepse)

• DIMANCHE 30 MAI
>9h-9h30 remontée des cartes 2010
>9h30-10h30 le congrès des Alternatifs, lieu et thèmes
>10h30-11h30 crise économique, la Grèce et après...
>11h30-12h15 examen et vote des textes soumis à discussion
>12h15-13h30 rapport des commissions
>13h30 fin des travaux et repas

Nouons des alternatives

L'appel du réseau bi-régional Amérique latine et Caraïbe -»Sommet alternatif des Peuples, Enlazando Alternativas 4 qui se déroulera à Madrid, du 14 au 18 mai 2010

En mai 2010, sous la présidence espagnole de l'Union Européenne, se réuniront à Madrid les Présidents et Chefs d'Etat de l'Union européenne, de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Le « vieux continent », transformé aujourd'hui en Europe du capital et de la guerre cherchera lors de ce nouveau sommet à impulser des politiques et des mécanismes destinés à favoriser le capital financier et les grandes transnationales à travers le saccage des ressources naturelles et la privatisation des services publics déguisés en promesses de développement. Ce sommet se déroulera sous l'effet d'une crise financière, économique, environnementale et sociale qui a provoqué en Europe plus de chômage et de précarité et en Amérique latine plus de pauvreté et d'exclusion sociale.

En Europe, les mouvements sociaux et les organisations assistent à une avancée progressive des droites et à une attaque, de plus en plus tranchée et agressive, de l'ensemble des droits et conquêtes des travailleurs et des avancées économiques, politiques, sociales, culturelles et environnementales. La récente approbation du Traité de Lisbonne - obtenue anti-démocratiquement puisque sans la participation directe de la population - servira, entre autre, les intérêts des transnationales à travers les accords de libre commerce et la libéralisation des investissements, au mépris des droits des peuples et de l'environnement. L'Europe forteresse, militarisée, xénophobe, inhumaine, avec moins de services publics et plus de privatisations n'est pas notre Europe. A cette Europe du capital, de la guerre et des crises qu'elle génère, nous opposons la solidarité entre les peuples.

En Amérique latine et dans la Caraïbe, les résistances des mouvements sociaux continuent de se développer et, à côté de quelques gouvernements latino-américains, elles luttent pour défendre leur souveraineté et mener à bien, malgré les difficultés et les contradictions, de nouveaux projets politiques de changement social. Ces efforts sont attaqués lors d'actions criminelles comme le Coup d'Etat au Honduras, qui constitue une menace objective pour tout le continent. De même que l'arrivée de Barack Obama n'a pas provoqué un changement de politique des Etats-Unis pour la région – comme le montre l'installation de bases militaires en Colombie - l'Union européenne, alors même que nous fêtons le bicentenaire des Indépendances, attaque les processus d'intégration régionale, en utilisant comme figure de proue le gouvernement espagnol et ses transnationales. Sous couvert de coopération et développement avec les traités de libre commerce, les nouvelles caravelles de la re-conquête ne cherchent qu'à consolider leur domination dans la région.

Le Réseau bi-régional Europe Amérique Latine et Caraïbe « Enlazando Alternativas » se mobilise pour la quatrième fois pour la construction d'un espace politique bi-régional.
Comme nous l'avons fait à Guadalajara au Mexique (2004), à Vienne en Autriche (2006) et à Lima au Pérou (2008), le Sommet Alternatif des Peuples *« Enlazando Alternativas 4 »,* du 14 au 18 mai 2010, servira à faire émerger de nouvelles convergences solidaires entre nos peuples, à renforcer les résistances populaires émergentes et à construire un espace politique et de mobilisation bi-régionale, et ce, malgré la criminalisation des mouvements sociaux.

Nous appelons tous les réseaux sociaux, syndicaux, les forces politiques et les mouvements de la société civile à se joindre au processus de préparation et à participer à Madrid au Sommet Alternatif des Peuples *« Enlazando Alternativas 4 »,* pour défendre la souveraineté des peuples, les droits humains, la démocratie participative, les droits syndicaux, des femmes, des peuples indigènes, la justice sociale, la défense de l'environnement, pour lutter contre le changement climatique et pour la paix, où que ce soit.

Nous ne sommes pas invisibles, nous l'avons démontré. Comme disait Gandhi *« d'abord on t'ignore, ensuite on se moque de toi, puis on lutte contre toi et finalement c'est toi qui gagnes »…*
Ils sont actuellement en lutte contre nous. ■

JUSTICE

H.A

La 2e mort d'Hakim Ajimi

un combat sans relâche pour que les éléments à charge soient enfin pris en compte

Hakim Ajimi est mort, à Grasse, le 9 mai 2008, lors d'une arrestation très violente effectuée par la BAC.

Le Comité de soutien « Justice pour Hakim », aux côtés de la famille, a organisé depuis deux ans des rassemblements et manifestations, un forum, des pétitions, un tirage de 5000 cartes postales ; il a interpellé des responsables politiques.

Le 1er décembre 2009, suite à un recours du Procureur de la République devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, les juges d'instruction du tribunal de Grasse ont enfin ordonné la mise en examen des deux agents de la BAC pour **homicide involontaire et non assistance à personne en péril** (alors qu'ils n'étaient initialement appelés à comparaître qu'en tant que témoins assistés).

La commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) interpellée par deux sénatrices (PC et Verts), vient de rendre un rapport accablant. Pour elle, « le fait de maintenir une clé d'étranglement et de rester à califourchon sur le dos (du jeune homme)…constitue un usage de la force devenu sans justification ».

Elle recommande que les deux policiers fassent l'objet de poursuites disciplinaires ; même recommandation pour un policier municipal et quatre fonctionnaires de police secours « qui n'ont pas pris les mesures nécessaires pour se rendre compte de l'état de détresse de l'interpellé » (lors de son transport au commissariat).

Coup de théâtre, vendredi 7 mai : l'annonce de l'ordonnance de non-lieu partiel rendue par les deux juges d'instruction ; cette ordonnance ne concernant que les deux policiers de la BAC. Cette décision, la veille de la marche en mémoire d'Hakim, qui va à l'encontre des réquisitions du parquet, met en relief la difficulté et la nécessité de ce combat pour que justice soit rendue. Le procureur a fait appel le jour- même de cette décision.

Le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, le sénateur- maire de Grasse, Jean-Pierre Leleux, qui ont reçu copie du rapport de la CNDS, ont été interpellés par le comité. Le sénateur- maire, qui n'a jamais encore réagi officiellement, recevra une délégation de notre comité le 17 mai 2010.

Samedi 8 mai, la marche a rassemblé près de cinq cents personnes, dans le calme, la dignité et la détermination. Cela montre l'impact de cette mobilisation.

Le comité continue à suivre l'évolution du dossier, pour maintenir le soutien à la famille et proposer des initiatives communes.

Un projet de forum, autour des questions des violences policières, est en préparation pour la rentrée, pour permettre un large débat sur ces questions, car nous savons bien que la mort d'Hakim n'est pas un cas isolé, mais l'une des conséquences de l'orientation des missions de la police. ■

DES SOUS !

ROUGE & VERT A BESOIN DE TOUTES ET TOUS !

La presse alternative, écologiste et autogestionnaire ne peut vivre sans la participation financière de ses lecteurs et lectrices. Abonnez vous, réabonnez vous !
Le montant annuel de l'abonnement à la presse des Alternatifs (*Rouge & Vert* et *Lettre des élu-e-s Alternatifs*) est de 50 euros.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Je m'abonne à Rouge et Vert ___
Je rejoins les Alternatifs en 2010 ___

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert journal
A envoyer a Alternatifs / ROUGE ET VERT
40, rue de Malte 75011 Paris

CHERES ELECTIONS : SOUSCRIPTION

Les liste auxquelles participaient les Alternatifs aux régionales n'ont pas partout atteint les 5% des suffrages permettant le remboursement du matériel électoral...
Pour ne pas crouler sous le poids de la dette, les Alternatifs lancent une souscription.

Objectif : 40 000 euros

Les dons ouvrent droit à déduction fiscale à hauteur de 66% (I.R. 2010)

Merci de faire parvenir les dons aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris en précisant SOUSCRIPTION REGIONALES

RACISME, DISCRIMINATIONS, EXCLUSIONS, HERITAGE COLONIAL : QUARTIERS POPULAIRES ET « CLASSES DANGEREUSES » DANS LE COLLIMATEUR

La panne de l'ascenseur social, la montée du chômage de masse, la précarisation croissante des jeunes, les attaques contre les services publics de proximité, l'accentuation de la ségrégation urbaine, conséquences de la domination du capitalisme néo-libéral, ont des effets particulièrement « dévastateurs de vie » dans les quartiers populaires.
Mais la question sociale ne peut résumer à elle seule la situation de ces quartiers.

Les immigrations des dernières décennies proviennent en grande partie des anciennes colonies d'Afrique noire ou du Maghreb et des actuels DOM, départements d'outre-mer dont la récente lutte du LKP a mis en évidence le caractère colonial. Cependant, il convient de ne pas oublier que l'immigration connait une très forte mondialisation qui s'est accélérée depuis une dizaine d'années et qu'elle dépasse aujourd'hui largement les limites de l'ex-empire colonial : immigration turque, balkanique, caucasienne, rom, indienne, chinoise, … Noires, arabes, asiatiques, souvent musulmanes (probablement autour de 4 millions aujourd'hui) ces personnes, immigrées ou non, souvent de nationalité française, parfois non, vivent majoritairement dans ces quartiers et sont rejetées, stigmatisées, discriminées.

Les Alternatifs sont un mouvement politique. Ils considèrent la question du racisme et des discriminations comme un problème politique, c'est à dire comme le produit de la domination d'un certain type de rapport social, de la même manière que la domination des hommes sur les femmes et celle du capital sur le travail.

La prise en compte réelle de ces questions et l'élaboration de solutions politiques par l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique est une condition de son développement. Le nouveau prolétariat des quartiers populaires est le plus souvent victime d'une double oppression, sociale et raciste, et, pour une personne sur deux d'une triple oppression. Le développement de ses propres formes d'organisation est une condition de son émancipation. Mais il faut aussi qu'il « utilise » les mouvements politiques de contestation comme le nôtre et, pour cela, que ces mouvements fassent la preuve de leur capacité à intégrer ses préoccupations.

L'UE 2010 des Alternatifs s'inscrit dans cette perspective. Nous souhaitons qu'elle constitue un moment fort pour s'emparer de ces questions. Nous pensons que l'échange et le débat sur ces thèmes, trop longtemps laissés en friche par la gauche de transformation sociale, a acquis un caractère d'urgence. Nous entendons bien faire de cette université un lieu de rencontre entre tous ceux et celles, mouvements politico-associatifs, organisations politiques, associations de jeunes, intellectuels engagé-e-s …. qui chacun à leur manière luttent sur le terrain pour la justice sociale, contre les exclusions et les discriminations et pour l'égalité des droits.

-VENDREDI 9 JUILLET-

13 h 30 : Accueil
16 h : PLENIERE INTRODUCTIVE > « Les quartiers populaires : état des lieux et mise en perspective politique »
18h30 : Pot d'accueil de la Mairie de Saint-Denis

-SAMEDI 10 JUILLET-

9H : PLENIERE > Racisme : quelles formes dominantes aujourd'hui en France ?
11h15 : Ateliers de 11h15 à 12h45
14h30 : PLENIERE : L'héritage colonial : quels enjeux et quelles luttes ?
17h : Ateliers
Soirée avec la compagnie Jolie Môme (entrée 5 euros)

-DIMANCHE 11 JUILLET-

9h00 : PLENIERE > Les discrimination : oppression de classe, oppression de genre, oppression de d'origine
11h15 : Ateliers
14h30 : Ateliers
17 h DEBAT> Comment articuler les luttes spécifiques et la perspective d'émancipation générale ? Autonomie des luttes ou unité populaire ? Comment constituer un bloc socia et politique ? Intervenant-e-s : organisations politiques invitées

-LUNDI 12 JUILLET-

9h00 : PLENIERE > La « guerre contre les cités » : politiques sécuritaires, violences policières et « classes dangereuses »
Puis ateliers

L' Université d'été des Alternatifs aura lieu du vendredi 9 juillet au lundi 12 juillet en Ile-de-France, à la Bourse du Travail de Saint Denis. Les travaux se dérouleront dans les locaux de la Bourse du Travail, un espace d'accueil et de rencontres, permettant l'installation de stands à proximité du bâtiment. L'hébergement sera possible à l'Auberge Municipale de Saint Denis, pour celles et ceux qui le souhaitent à l'hôtel.
Afin de faciliter le travail de l'équipe d'organisation, des inscriptions rapides sont nécessaires.

Les tarifs proposés correspondent à un hébergement pour 3 nuits, 3 petits déjeuners, 6 repas.
Les chèques sont libellés à l'ordre d'A.F. ALTERNATIFS
- Tarif 1: du 9 au 12 juillet >AUBERGE MUNICIPALE .....170 euros
- Tarif 2 : du 9 au 12 juillet > AUBERGE MUNCIPALE .....60 euros
(réservé aux personnes à faibles revenus, précaires, jeunes en formation)
- Tarif 3 : du 9 au 12 juillet > HOTEL..... 270 euros
- Tarif 4 : 6 repas sans hébergement .....85 euros

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
.....
TARIF 1 ❑ TARIF 2 ❑ TARIF 3 ❑
Ci-joint chèque correspondant à l'ordre de A.F. ALTERNATIFS
Bulletin d'inscrIption à envoyer à ALTERNATIFS/UNIVERSITE D'ETE. 40, rue de Malte 75011 Paris

Ateliers

Liste non-exhaustive et non définitive.
Les intitulés sont provisoires.

1 - Colonisation et immigration dans les programmes scolaires. Animé par la Commission Education des Alternatifs
1b – Zone d'Enseignement Prioritaire. Animé par la Commission Education des Alternatifs
2 - Y a-t-il une oppression spécifique des femmes dans les quartiers populaires ? Animé par la Commission Féminisme des Alternatifs
2b – Quelle est la place des femmes d'origine immigrée, post-coloniale ou non, dans la société ? Animé par la Commission Féminisme des Alternatifs
3 - DOM, TOM, COM : les confetti de l'empire
4 - Transformer les rapports de domination Nord-Sud
5 - Droit de vote des résident-e-s étrangers.
6 – Nouvelles formes de lutte des sans-papiers
Animation : Fédération Les Alternatifs Seine St Denis
7 - Politiques de la ville, politiques de dupes ?
8 - La question palestinienne et les jeunes des cités
9 - La condition noire en France
10 - Identité, identités ?
11 - La figure de l'immigré et du colonisé dans les médias

La crise économique mondiale : le pire est à venir

RETOUR SUR LA PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CRISE.

Depuis plusieurs mois, les gouvernements et la majorité des experts nous expliquaient que la plus fort de la crise était derrière nous et que nous étions entrés dans une phase de redressement. **Or cette vision était profondément fausse**, car elle faisait l'impasse sur le caractère global d'une crise, dont je fais l'hypothèse qu'elle va connaître une aggravation telle que nous ignorons comment et à quel prix il sera possible d'en sortir, une crise tout à fait sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Et je fais l'hypothèse supplémentaire que le schéma d'une crise cyclique n'est plus adéquat, est dépassé.

Pour comprendre la nature de cette crise, il faut abandonner totalement le raisonnement qui consiste à distinguer entre une économie «réelle» et une économie qui serait «irréelle», parce que fictive. En réalité, il n'existe qu'une seule économie : celle du capital, dans ses différentes formes. Les actifs financiers et les profits à fondement spéculatif ne sont pas moins réels que les actifs matériels et les profits réalisés par les entreprises. Ils se comportent selon des mécanismes différents, mais à l'intérieur d'un même espace : celui du capital global mondialisé. Ceci est autorisé par une évolution profonde du rôle de la monnaie, qui a été entérinée par les gouvernements des pays dominants de l'époque, au début des années 80. Cette évolution est simple : toutes les formes et fonctions de la monnaie sont convertibles les unes dans les autres, sans aucune barrière ni limite**. Il existe, entre ces différentes fonctions, une fluidité potentielle sans limites institutionnelles et sans contrôle.**

Une banque peut transformer un crédit en actif placé. Un particulier peut transformer également son épargne en actif placé.

Mais la forme monnaie recouvre trois réalités qualitativement différentes : le salaire, direct et indirect, le capital, et l'argent de l'Etat.

A travers la transformation possible de toutes les formes de la monnaie entre elles et le rôle attracteur du capital de placement, c'est le capital-argent, considéré globalement qui n'a cessé, depuis bientôt 30 ans, de **gonfle**r, au détriment de la rémunération salariale globale et de la fiscalité sur les entreprises (sans parler de la non taxation des profits spéculatifs, qui agissent comme la pointe avancée de ce mouvement global).

Ce gonflement du capital ne connaît aucune limite «a priori», ni en terme d'exercice d'un pouvoir, ni en terme de limites institutionnelles ou spatiales. Et il est poussé à aller directement aux extrêmes, comme dans le cas de toute guerre. Comme le disait Clausewitz :

« La guerre est un acte de violence et il n'y a pas de limite à la manifestation de cette violence. Chacun des adversaires fait la loi de l'autre, d'où résulte une action réciproque qui, en tant que concept, doit aller aux extrêmes. Telle est la première action réciproque et la première extrémité que nous rencontrons ».

Il s'est produit, il se produit à nouveau, un gonflement du capital qui « va aux extrêmes », de manière violente et sans limites.

La bataille qui est livrée est une bataille contre les revenus du salariat, directs et indirects, **à leur source**, en même temps **qu'un contournement de la fiscalité**.

SUR LE RÔLE DE LA MONDIALISATION.

Le monde s'est séparé entre trois zones économiques.

La zone du premier monde, celle des pays occidentaux développés.

La zone du troisième monde, celui de la montée de la misère.

Le second monde enfin, la zone des pays émergents : le BRIC, Brésil, Russie, Inde et Chine.

Pour le second monde, il faudrait plutôt parler **des grandes métropoles émergentes et des tentacules qu'elles développent au sein du pays en question**. Car, ces immenses pays restent en large part dans le troisième monde, voire s'y aggrave la situation de la majorité des habitants.

Ce qui, incontestablement, a limité l'impact de la première phase de la crise, c'est la capacité des zones émergentes à maintenir une croissance élevée, et donc à continuer d'élargir l'espace du travail salarié (clandestin ou non, formel ou informel, peu importe sur ce point), alors qu'il se rétrécissait dans le premier monde. Cela dit, il ne faut oublier que **la guerre entre capitaux est féroce**. La Chine, ses capitaux à base nationale (et/ou associé à du capital étranger) et son gouvernement, savent parfaitement qu'ils jouent le rôle d'Eldorado, mais plus le temps va passer, moins les firmes et gouvernements occidentaux auront de pouvoir sur eux et plus les firmes et banques chinoises vont se mondialiser, attaquant les firmes occidentales sur leur propre territoire. C'est déjà ce qui se produit.

LES DÉVELOPPEMENTS ACTUELS.

Il est très facile de voir que, au sein des pays du premier monde :

• dans la «reprise», c'est immédiatement le capital de placement qui s'est redressé, avec strictement les mêmes pratiques à essence spéculatives et prédatrices et toujours sans contrôle et sans limites. **A même cause, mêmes effets.**

• Le capital investi dans les grandes firmes mondialisées a redressé sa valorisation, mais de manière très inégale et précaire. Il s'est produit davantage un redressement du taux de profit qu'un redressement de la croissance de la production. Ce redressement a peu de chances d'être durable. Les zones à forte croissance restent les pays émergents, mais avec une tendance désormais incontournable des gouvernements, des banques et des grandes entreprises à entrer dans le jeu sous leur propre nationalité, rétrécissant les possibilités des capitaux du premier monde à tirer pleinement partie de cette croissance et générant une guerre qui va s'aviver.

• L'affaiblissement et le rétrécissement du salaire et du salariat actif se poursuit. C'est désormais la fonction publique qui est visée. La tendance à la privatisation des institutions de protection sociale et/ou le détournement, déjà en cours pour les couches les mieux rémunérées, vers les pratiques de capitalisation,

participent de ce mouvement : le salaire se transforme temporairement en placement d'un capital et vient alimenter la croissance des «investisseurs», et plus largement des capitaux qui dominent les places financières. **Le gonflement du capital a redémarré.**

• Enfin, c'est le plus nouveau : les Etats ont du tellement s'endetter pour éviter que la première crise ne soit un désastre qu'ils deviennent étranglés par leur dette. Cela veut dire quelque chose d'essentiel **: les finances publiques sont entrées en crise**. Or ce sont elles, avant tout, qui ont permis de passer le cap de la première période.

>

> Il est évident, et tout le monde le sait, que cette endettement important des Etats devra se payer. Et il sera payé, à la fois par la hausse de la fiscalité, par la compression des dépenses publiques et la pression multiforme exercée sur les fonctionnaires et assimilés.

LE CAS DE LA CRISE GRECQUE.

Qu'est ce que le cas de la Grèce illustre ?

• d'abord, bien entendu, la dégradation des finances publiques et le poids pris par le déficit public et par la dette dans tous les pays du premier monde, seule variant leur ampleur et la force de négociation de chaque pays pour ses emprunts, nécessaires, sur les marchés financiers et auprès des fonds souverains.

• **Ces marchés sont les vrais gagnants de la première période de crise et entament la deuxième période en position de force** : un nouveau territoire, très vaste, pour faire du profit s'ouvre à eux : la dette des Etats ! Les acteurs des marchés financiers peuvent se frotter les mains : ils ont été désignés comme coupables de la crise. Et maintenant en voici **les principaux bénéficiaires**. C'est ahurissant !

• On va imposer au peuple grec une très sévère «cure d'austérité», alors que, tout le monde le sait, il n'est en rien responsable de la crise économique. Elle sert implicitement de modèle pour tous les pays du premier monde, même si cela se fait à une intensité moindre (mais la recette est la même partout). Très loin de s'attaquer aux causes de la crise, ces «cures d'austérité» vont aller exactement en sens inverse. Elles vont, en gonflant le capital-argent, aggraver les causes de cette crise et précipiter la récession.

LES DÉCISIONS ARRÊTÉES DANS LA NUIT DU 9 AU 10 MAI 2010.

Après force cinéma, le suspens aura été entretenu jusque dans la nuit du 9 au 10 mai pour savoir quelles étaient les décisions européennes et intergouvernementales, destinées, soit disant, à « stopper la horde des spéculateurs », se comportant comme « une meute de loups » (expression utilisée par Anders Borg, ministre suédois des finances).

Les mesures adoptées sont les suivantes :

• l'annonce d'un plan de sauvetage pouvant monter, dans l'urgence, à 750 milliards d'euros, pour éviter une extension de la crise grecque et, soi-disant, pour décourager à l'avance les spéculateurs,

• ce plan, pour éviter la création d'un plan de soutien européen que refusait l'Allemagne, repose **sur un montage complexe**, associant action propre de la commission européenne (pour 60 milliards), intervention pluri-gouvernementale des Etats de la zone euro pouvant aller jusqu'à 440 milliards, et enfin une intervention du FMI en cas de besoin, sous forme de prêts pouvant aller atteindre un montant de 250 milliards d'euros, le tout associé à une action coordonnée des banques centrales, en particulier pour accepter les créances douteuses, afin de défendre la valeur de l'euro.

La somme évoquée est bien entendu considérable. N'importe quel citoyen est fondé à se demander : pourquoi ne pas avoir pensé à réaliser un tel montage, par exemple pour endiguer le chômage dans les pays concernés ? ou résoudre, pour une longue durée, la question des retraites ? ou aider réellement les pays les plus pauvres de la planète ? Questions qui, bien entendu, resteront sans réponse…

Mais je tiens à insister sur **le degré exceptionnel de cynisme** auxquels nos gouvernants sont arrivés dans leur présentation de mesures, spéculant peut être sur la faiblesse de la culture économique des citoyens d'Europe (mais leur expérience concrète leur fera vite comprendre ce qu'il en est).

D'ABORD À QUI CE MONTAGE VA PROFITER ?

La réponse est évidente : **il va profiter et a déjà profité aux marchés financiers**, qui, dès le lundi matin, saluaient la décision prise dans la nuit par une nette remontée des cours. Ouf ! « Les marchés ont bien réagis » ! Puisque ce montage astronomique était destiné à les « rassurer », c'est-à-dire à rassurer la poignée de spéculateurs qui règnent sur ces marchés et semblent pouvoir faire trembler les Etats les plus puissants du monde !

Qui connaît un peu le fonctionnement de ces marchés savait à l'avance qu'ils seraient les principaux gagnants, déjà à court terme. Dès le vendredi soir en effet, les acteurs les mieux avertis de ces marchés avaient déjà anticipé ce qui allait se passer (ce qui n'était pas difficile !). Ils avaient, comme on le dit techniquement, **changé de position,** en rachetant des actifs libellés en euros. Ils ont acheté à un prix faible des actifs qui allaient brusquement, dès le lundi, être revalorisés. C'est ce qui s'est passé. Les moins audacieux en termes d'anticipations ont suivi dès le lundi matin.

Résultat : **ce lundi matin, les spéculateurs sont « aux anges »**. Et, quoi qu'il se passe dans l'avenir, ils garderont la main, car ils auront eu la preuve que les plus importants Etats du monde sont « à leurs ordres », certes pas de façon directe, mais en prenant des décisions très principalement déterminées par le « comportement supposé » de ces marchés. Bref, ces derniers ont eu la preuve qu'ils étaient bien désormais **les « maîtres du monde »,** quitte, certainement, a exagérer leur puissance (ce que la première période de la crise a montré). Qu'on les traite de « meute de loups », peu importe. Ce qui compte, ce ne sont pas les propos, mais les actes.

QUI VA EN PAYER LE PRIX ?

Peut-on nous faire croire qu'une somme pouvant monter jusqu'à 750 milliards d'euros ne sera pas, d'une manière ou d'une autre, à payer, à rembourser ? Ce sera aux Etats, directement ou

indirectement (à travers la Commission Européenne ou à travers le FMI) de rembourser. Donc aux populations de ces Etats.

Et ceci de deux façons :

• dans l'immédiat, cela va se faire « à la Grecque ». Le plan d'austérité draconien imposé à la population grecque va être étendu, très vite, à tous les pays de la zone euro, même si c'est de façon plus modulée. Précisons, par exemple, ce qui a été décidé en Grèce en matière de retraites : « Le premier plan d'austérité prévoyait un gel de toutes les retraites pour les trois ans à venir. Le second plan va plus loin : il réduit les départs anticipés et prévoit que les cotisations passent de 37 à 40 annuités d'ici à 2015. A terme, l'âge de la retraite pourrait être encore repoussé jusqu'à 67 ans. Le plan prévoit aussi la suppression des 13e et 14e mois de pensions de retraite pour tous les salariés, compensés par des primes pour les plus bas revenus ».

• mais si, comme cela va certainement se produire, une nouvelle attaque est lancée contre des Etats affaiblis de la zone euro, et donc si le montage de 750 milliards commence à être activé, les mêmes populations auront **une facture supplémentaire à payer** : celle justement des fonds engagés par la Commission ou par les Etats pour réagir à cette attaque. Et les spéculateurs sauront à l'avance que cet engagement de fonds jouera. Ils pourront donc spéculer, à la baisse puis à la hausse, **en toute tranquillité.** Les populations européennes paieront la facture.

CONCLUSION :

Si je fais l'hypothèse d'une aggravation de la crise économique et sociale, c'est pour quatre raisons :

• Aucun gouvernement et très peu d'experts n'ont dit la vérité sur la nature et les causes de cette crise. Or les causes de la crise, non seulement n'ont pas disparu, mais se trouvent avivées du fait des «remèdes» qu'on tente d'y apporter (en particulier du fait de l'attaque accrue contre l'emploi et le «social»).

•Il n'existe plus de «force de réserve». C'est presque cela le plus inquiétant : les Etats ont épuisé leurs forces d'intervention. Et il n'existe rien derrière eux (les institutions internationales sont financées par les Etats). Plus de «sauveur» de l'économie, en dernier recours, en cas de nouvelle aggravation de la crise !!! Ce sont désormais les Etats qu'il faut «sauver», à commencer par les plus faibles !

•Les fonds souverains, ceux des pays Arabes, mais surtout désormais celui représenté par les institutions chinoises, devenu le «grand banquier» du monde, vont logiquement pousser leurs pions et affaiblir le capital occidental, ou du moins tenter de le vassaliser.
Dans le cas de l'Union Européenne et de la zone euro, le seul véritable changement est l'annonce du dispositif de sauvetage, pouvant monter jusqu'à 750 milliards d'euros et servir à aider les Etats en difficulté. Cela porte un nom : tenter de construire **une ligne Maginot** et, très éventuellement, de décourager les spéculateurs, lesquels, bien entendu, vont au contraire bénéficier de l'existence de ce fonds, par ailleurs coûteux pour les Etats, donc pour les populations. Cette position purement défensive constitue un échec couru à l'avance et, couplée avec le renforcement du pacte de stabilité, elle va concourir à développer les tendances récessives et la montée du chômage. ■

Philippe ZARIFIAN

INVITATION

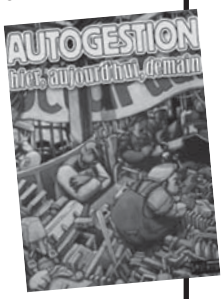
Autogestion,

Le collectif Lucien Collonges, coordonnateur de l'ouvrage, les éditions Syllepse, alter-éditeur et Rouge & Vert ont le plaisir de vous inviter à une soirée de présentation du livre

Autogestion, Hier, aujourd'hui, demain

samedi 29 mai

à partir de 18h30
40 rue de Malte,
1er étage
75011 Paris
M° République
/ Oberkampf



Champagne!

Le processus engagé en Champagne-Ardenne aux Régionales se poursuit. Une réunion le 9 mai l'inscrit dans la durée.
Déclaration de constitution du collectif ***« Tous ensemble, à gauche ! »***

Front politique, social et écologique en Champagne Ardenne

Châlons en Champagne, le 9 mai 2010

Après avoir conduit plusieurs mois de campagne unitaire lors des dernières élections régionales, les différentes organisations et structures composant l'arc des forces de *"Tous ensemble, à gauche !"* (TEAG) en Champagne Ardenne (Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche, Les Alternatifs, mais aussi des militants du Parti Communiste Français, des Verts, investis dans le mouvement social et syndical) font le choix de prolonger et élargir l'expérience unitaire en transformant TEAG en collectif politique transitoire. [...]

Cette même exigence d'unité s'est exprimée nationalement à travers les listes du Front de Gauche, les listes « Ensemble, pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes » et aussi en Languedoc Roussillon, Pays de Loire et Limousin. Cette exigence et ces rassemblements constituent un acquis national qu'il faut consolider et élargir. [...]

Nous [...] participerons à tout regroupement de syndicats, partis, associations afin de construire le front social le plus large à gauche pour battre le gouvernement Fillon/Sarkozy.

Mais nous considérons également que ce front social n'est pas dissociable d'un front politique ouvert. [...]

Notre collectif constitue désormais un cadre d'expérimentation de ce front politique, social, écologique et démocratique permanent de l'autre gauche. [...]

Dans ce but nous créons un Comité d'Animation Régional, d'une vingtaine de personnes, représentatif de nos sensibilités dont les tâches immédiates, inscrites dans une démarche fondée sur le consensus, sont d'animer le débat politique dans la perspective d'assises et d'en relayer l'information, de recueillir et centraliser les soutiens, de préparer une nouvelle rencontre régionale large au cours du dernier trimestre 2010. ■